Fascisme de la misère, misère de l'antifascisme

Les apparatchiks, militants de gauche ou journalistes-flics culpabilisent les abstentionnistes et les électeurs ayant osé ne pas voter « utile » au premier tour ou ayant cédé au chantage avec l'épouvantail Le Pen (« Ne pas manifester le 1er mai, c'est aussi criminel que de ne pas avoir voté au premier tour » affirme J.-L. Mélenchon, chef de file de la gauche socialiste). Cette vague de moralisme bleu-blanc-rouge, s'indignant du score du FN, rendrait certains « honteux » d'être « français ». On se fiche pas mal de « l'image » que donne d'elle la France, à l'étranger comme sur Mars ! Et depuis quand prétend-on lutter contre le nationalisme version Le Pen (et autres variantes) en sous-entendant du coup qu'on est fier d'être français en « barrant la route au fascisme » ?

Les capitalistes et leur caste de grands commis de l'Etat ont apprécié la cohabitation : les partis socialiste-communiste-vert ont développé la précarité, la flexibilité et l'intensification du travail (par son annualisation, les 35 heures en novlangue), mieux que ne l'auraient fait Juppé ou Balladur ; ils ont amélioré la rentabilité du « bon capitalisme » productif cher à Attac et ses 50 députés ; puis ils ont privatisé, plus que les autres gouvernements de droite. Beaucoup n'utilisent encore que l'abstention pour jeter à la poubelle les politiciens (Le Pen inclus). L'appel au front républicain semble laisser à ces derniers une seconde chance. Mais une chose est sûre : un retour au pouvoir, comme avant, un coup à droite, un coup à gauche, n'efface rien de rejet apparu au premier tour de ces élections. Ceux qui croyaient sauver une république soi disant en danger, se retrouveront avec les mêmes guignols et leur politique d'attaque contre les salariés et de contrôle social généralisé. Ceux qui trouvaient encore Jospin « moins pire que l'autre » iront pour la plupart voter Chirac le 5 mai, ce qui est logique, puisque c'est la même politique ! Pourtant, ces politiciens *« moins pires »* que Le Pen ont déjà mis en pratique une partie de son programme, notamment concernant l'immigration. De la version directe à la Chirac sur « le bruit et l'odeur (des immigrés) » à la version hypocrite de Rocard « nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde », ils assument tous les arrestations, les emprisonnements et les morts des sans-papiers.

Contrairement au fascisme des années 20-30, le lepénisme, regroupement de tendances incohérent, reste mal dégrossi, progresse par défaut plutôt que de manière conquérante. Dans le mélange hétéroclite de son électorat, combien de vrais fachos, combien de boutiquiers, aspirant à la notabilité, à « l'établissement », voire aux corruptions comme en Italie, à Toulon, ou ailleurs ? Mais surtout combien d'aigris déboussolés ou détruits par les crises industrielles des 20 dernières années ? Les licenciements massifs et l'idéologie dominante ont entamé l'identité salariale de ces derniers et, première étape nécessaire mais non suffisante, beaucoup ne croient plus en la gauche gestionnaire. Quant aux syndicats, il ont toujours eu pour rôle de dévoyer plutôt que d'encourager les insurrections, barrant ainsi toute autre voie que celle d'une régulation d'un capitalisme moribond et destructeur. Face à une majorité, de droite ou de gauche, avec le Medef, des syndicats collabos, des attaques redoublées dès cet été contre les prolétaires ; contre les réformes capitalistes qu'aurait poursuivies Jospin, celles de Chirac ou de Le Pen, *nous n'aurons que la rue et la grève*. Que l'Unef ou Sos-racisme lâchent donc la grappe à la « jeunesse » : qu'ils ne rétrécissent pas d'emblée sa culture politique avec comme seul horizon un isoloir. *Tout « front antifasciste » est un piège doublé d'un fourre-tout* propice à la confusion politique, aux tactiques politiciennes, aux embrigadements boutiquiers.

Contre les dégâts du Capital, la demande est répétée, pathologique, d'un Etat-gendarme social. Pourtant *l'Etat est toujours celui du Capital*, pris dans toutes ses contradictions, sur toute la planète. Le fascisme nous menace moins, en France et en Europe, que l'intensification des politiques sécuritaires lancées par les gouvernements, récents et futurs.
Quoi qu'il en soit, le fascisme est, comme les autres idéologies mais dans une forme extrême, *un produit du capitalisme*. Face aux impasses de la société capitaliste, la seule perspective est d'abord de construire des rapports de force mettant en évidence nos ennemis de classe, et ce, *quel que soit le pays dans lequel on se trouve*. C'est ensuite de mener un combat anti-capitaliste permanent et autonome, au travail et dans la société, pour mettre à bas exploitation, aliénation et massacres guerriers entre prolétaires. Et ce, sans complaisance par rapport aux appareils de l'Etat, des médias, des syndicats, de la gauche et des extrême-gauches. Ce combat s'exerce contre le capitalisme, mais aussi contre les illusions et les conditionnements de la démocratie représentative bourgeoise, forme politique qui lui sied le mieux actuellement.

Au vote que d'aucuns présentent comme le futur indépassable de la résignation, défendons, dans la rue et par les luttes, les chances d'un avenir révolutionnaire !

Ni FN, ni front républicain !

Oiseau Tempête - c/o Ab Irato - BP 328 - 75 525 Paris cedex 11
Site web http://abirato.free.fr